

Rapport

Atelier régional de réflexion et de partage d'expériences:

**Mutualiser les expériences et opérationnaliser le rôle de la société civile dans
la réforme et la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité**

Les 8 et 9 décembre 2015

Ecole de Maintien de la Paix (EMP), Bamako

I. Introduction :

L'Alliance pour refonder la gouvernance au Mali (ARGA – Mali) a organisé en partenariat avec le Centre de Genève pour le Contrôle Démocratique des Forces Armées (DCAF) un atelier régional de réflexion et de partage d'expérience en vue de mutualiser les expériences et opérationnaliser le rôle de la société civile dans la réforme et la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité. L'atelier a enregistré, en plus des différents ARGA pays, la participation de la CEDEAO à travers son représentant le Pr Christophe Kougniazondé et un nombre important d'experts de la société civile Malienne.

Etaient présents à la cérémonie d'ouverture le président du Conseil de ARGA le ministre Ousmane Sy, l'inspecteur général de police Ibrahima Diallo coordinateur du Conseil National des Reformes du Secteur de la Sécurité et président de séance.

II. Le contexte de l'atelier

→ Le rôle de la société civile dans la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité : de la théorie à la pratique

La réforme du secteur de la sécurité (RSS) est un processus national dont le but principal est de garantir que les institutions de défense, de sécurité et de justice délivrent un service public efficace, efficient et accessible, répondant aux besoins de justice et de sécurité des personnes et de l'Etat ; qu'elles opèrent dans un cadre de bonne gouvernance respectueux de l'Etat de droit et des droits humains ; et qu'elles rendent des comptes aux autorités civiles et à la population à travers des mécanismes de contrôle effectifs. L'implication de la société civile recouvre, de ce point de vue, des enjeux essentiels.

Dans cette perspective, la CEDEAO a prévu l'adoption, en 2015, d'un Cadre de Politique régissant la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest. Entre autres principes fondamentaux, ce projet de document normatif régional souligne la nécessité de « l'implication effective des organisations de la société civile et des médias » dans les processus de RSS et dans la gouvernance de la sécurité en Afrique de l'Ouest. Ainsi, outre l'Exécutif, le Parlement, les organes judiciaires et les institutions de contrôle indépendant, les organisations de la société civile ont également un rôle important à jouer dans la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité (RGSS), à travers des approches qui peuvent être formelles ou informelles, génériques ou spécialisées, nationales ou locales.

Les organisations de la société civile ont notamment un rôle déterminant à jouer, pour ce qui est d'éveiller l'attention des citoyens, des élus et des gouvernements sur les grands enjeux démocratiques liés à la sécurité extérieure, à la sécurité intérieure, aux conditions d'exercice de la justice, aux régimes de détention ou la politique de circulation des armes. De nombreux mécanismes existent afin de permettre aux organisations de la société civile d'entreprendre des initiatives citoyennes pour assurer un suivi de la façon dont les forces de sécurité exercent leur mandat, une capacité de réaction en cas de violation des droits de

l'homme et une capacité de proposition pour améliorer le dialogue entre les citoyens et les représentants des forces du secteur de la sécurité.

En dépit du rôle primordial qui leur incombe, de nombreuses OSC rencontrent des difficultés dans **l'identification de points d'entrée concrets pour contribuer** de manière effective au processus de RSS et aux mécanismes de la gouvernance démocratique de ce secteur. En fonction des contextes nationaux, la société civile dispose pourtant de différents modes d'action pour s'impliquer activement dans la RSS, mais ces possibilités sont parfois méconnues et par conséquent sous-exploitées. Dédié au «Rôle de la société civile dans la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité», l'Outil 6 de la *Boite à Outils* est conçu pour servir de guide aux acteurs et organisations de la société civile ouest-africaine désireux de d'apporter une contribution constructive à la sécurité de tous.

En outre, à travers toute l'Afrique de l'Ouest, de nombreuses organisations de la société civile prennent d'ores et déjà une part active au contrôle public du secteur de la sécurité et apportent de précieuses contributions à la gouvernance démocratique de ce secteur. Les enseignements issus de l'expérience de ces organisations méritent d'être documentés et capitalisés, pour servir d'inspiration aux autres OSC désireuses de s'investir dans ce domaine crucial de la participation citoyenne et enrichir l'action de celles déjà impliquées. En cela, **la mutualisation des expériences** présente également une opportunité pour faciliter l'opérationnalisation du rôle de la société civile en matière de gouvernance et réforme du secteur de la sécurité.

Plus spécifiquement, au regard des défis actuels du contexte malien, la capitalisation des expériences régionales pourrait ouvrir aux OSC maliennes des perspectives nouvelles pour un engagement plus actif et un impact accru dans la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité annoncée dans leur pays par les autorités nationales.

III. Les objectifs

Objectif général

L'objectif général de l'atelier est d'ouvrir un espace régional de réflexion et de partage des expériences-pays autour de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité, à l'attention des acteurs de la société civile ouest-africaine. En favorisant l'identification et le partage des enseignements issus de l'expérience, l'atelier régional vise à faciliter l'identification de points d'entrée et de modes d'action adaptés à l'opérationnalisation du rôle de la société civile dans la RGSS en Afrique de l'Ouest.

A cet effet, les discussions s'appuieront aussi largement sur l'Outil 6 de la *Boite à outils pour la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest*, dont les conseils pratiques pourront à la fois enrichir et être enrichis par les expériences de terrain présentées par les OSC participantes. Cette publication sera mise à la disposition des participants et des participantes sous forme électronique en amont de l'atelier, et sous format physique lors de la rencontre.

Objectifs spécifiques :

De façon spécifique, l'atelier régional vise à :

- Permettre aux acteurs de la société civile ouest-africaine présents de se familiariser avec les cadres normatifs régionaux en matière de RGSS, ainsi qu'avec *la Boite à Outils* destinée à faciliter la mise en œuvre de ces cadres régionaux ;
- Présenter plus spécifiquement l'Outil 6 à une audience cible composées d'acteurs de la société civile, et permettre à cette audience régionale de la société civile de s'approprier cet outil de mise en œuvre des politiques régionales ;
- Permettre le partage d'expériences entre acteurs de la société civile issus de sept pays ouest-africains, en matière de gouvernance et de réforme du secteur de la sécurité, comme un moyen de favoriser l'identification de solutions concrètes et bonnes pratiques pouvant guider l'action des OSC dans ce domaine.

Résultats attendus :

A l'issue de l'atelier régional, les OSC participantes auront :

- Pris connaissance du cadre normatif régional sur la RGSS, et des outils d'aide à la mise en œuvre disponibles, en particulier la *Boite à Outils* ;
- Acquis une compréhension opérationnelle de comment faire usage de la *Boite à Outils* pour renforcer leur action en matière de RGSS;
- Partagé leurs expériences en matière de gouvernance et de réforme du secteur de la sécurité des pays de l'Afrique de l'Ouest, et identifié des solutions concrètes et bonnes pratiques adaptées aux réalités régionales, nationales et locales ;
- Elaboré une conclusion commune sur leurs rôles et leurs engagements pour améliorer la performance des processus de réforme du secteur de la sécurité.
-

IV. L'approche méthodologique

Les participants

L'atelier a réuni essentiellement les acteurs de la société civile au plan régional, incluant :

- 12 participants de ARGA en Afrique de l'Ouest, à raison de deux représentants par pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal, Togo) ;
- 7 participants de ARGA-Mali, dont un représentant de la région de Mopti ;
- 16 participants d'autres OSC maliennes ;
- 3 représentants de la société civile au sein du comité sectoriel RSS mis en place par le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile du Mali ;
- 6 représentants des partenaires internationaux intervenants en appui à la société civile dans le cadre des processus de gouvernance au Mali (CEDEAO, EUCAP, FES, MINUSMA, MISAHEL, NDI).

Facilitation de l'atelier

La facilitation de l'atelier a été assurée par une équipe mixte réunissant une expertise nationale, régionale et internationale en matière de réforme et de gouvernance du secteur de la sécurité et conjointement coordonnée par le DCAF et ARGA.

Démarche des travaux

Les travaux se sont déroulés sous formes de panels qui alternaient communications et discussions (questions – réponses)

Déroulement de la rencontre

La rencontre s'est déroulée en deux jours enregistrant une cérémonie d'ouverture et de clôture.

V. La cérémonie d'ouverture

Au cours de la cérémonie d'ouverture quatre communications ont été entendues respectivement :

- Du directeur adjoint de l'EMP le colonel ISSA COULIBALY :

Il a fait un bref discours en soulignant le partenariat fécond entre l'EMP ARGA et DCAF. Pour lui on ne peut parler de RSS sans la société civile car qui parle de RSS parle des besoins des populations.

- La communication de la représentante du DCAF Ornella Moderan :

On retient de sa communication que la réforme du secteur de la sécurité en tant que processus nationale vise à renforcer l'efficacité, la transparence et l'intégrité des acteurs et institutions de défense et de sécurité. Dans ce cadre les organisations de la société civile, mises en place et animées par des hommes et des femmes pleinement engagée dans leur rôle citoyen, constituent un important levier d'action pour stimuler et soutenir l'action de l'exécutif, mais aussi pour en renforcer l'impact dans un sens qui soit pertinent par rapport aux besoins de sécurité réels des hommes et des femmes, des filles et des garçons qui vivent sur le territoire.

L'enjeu donc de la rencontre est de faciliter le passage de la théorie à la pratique, des concepts à l'action, des principes aux contributions.

- Communication Ousmane Sy

Pour le président du conseil, ARGA s'est donnée pour mission de relier les acteurs et initiatives de gouvernance. Elle a bâti une vision de la gouvernance, élaborée des outils d'intelligence collectif et des méthodes qui nous permettent de partir de l'expérience des acteurs pour construire des propositions. C'est à partir de la que nous rentrons en partenariat avec d'autres acteurs comme DCAF, EMP etc.

La question de la gouvernance pour ARGA est quelle capacité avons-nous à gérer les cohérences, ces crises qui sont sources d'incohérence dans lesquelles nous sommes installées depuis des décennies. Des sociétés qui sont complètement perdues, les diversités qui ont du mal à être reconnus et qui s'expriment par la violence. Des populations sur les territoires qui ne sont pris en compte dans les politiques publiques et tout ceci fini par s'associer à des menaces nouvelles. Les crises dans lesquelles nous sommes installées sont

des crises de reconnaissance et qui sont des questions fondamentales auxquelles nous devons chercher des réponses.

- **L'allocution d'ouverture de l'inspecteur General de Police Ibrahima Diallo (CNRSS)**

Pour l'IGP Diallo cette session constitue un maillon essentiel dans la mutualisation des expériences en matière de RGSS. Pour lui les menaces transnationales constituent des défis à la stabilité en Afrique de l'ouest et dans le monde entier. La plus grave des menaces l'extrémisme violent appelle à des réponses collectives et holistiques.

Les RGSS que les pays mettent en œuvre est un processus idoine pour renforcer les capacités de l'Etat en vue de répondre aux menaces sécuritaires et garantir celle des institutions. Il faut aller vers une compréhension plus globale de la sécurité pour amener une implication des citoyens.

Le Mali pour sa part parallèlement au vœu du président s'est engagé dans la RGSS :

- Le CNRSS
- Le commissariat à la RSS comme organe d'opération et le tout placé sous l'autorité du premier ministre. Ce processus se fera selon les normes internationales.

L'objectif est de disposer des forces armées et de défenses capables de faire face à toutes les menaces dans le respect des droits humains.

L'implication de la société civile sera important dans la bonne mise en œuvre mais aussi pour le suivi évaluation. Les OSC doivent faire le suivi, faire la veille sur la question des violations des droits de l'homme, mais également faire des propositions.

La rencontre permettra enfin de maîtriser la RSS et identifier les points d'entrée concret ; en outre elle permettra de mutualiser les expériences et faciliter l'opérationnalisation du rôle de la société civile dans GRSS.

VI. Bilan des travaux du jour 1

Début de la première journée : Introduction à la gouvernance et à la réforme du secteur de la sécurité dans le contexte ouest francophone : de la théorie à la pratique

La présentation du programme par le modérateur a été suivi d'un tour de table permettant aux participants se sont présentés et se familiariser.

A la suite du tour de table, la parole a été donnée aux représentants des réseaux ARGA et DCAF pour une brève présentation des deux structures co organisatrices de l'atelier. La représentante de la DCAF a renchérit avec la présentation des objectifs de l'atelier comme susmentionnés.

1. Première session :

Panel 1 : réformer et démocratiser la gouvernance du secteur de la sécurité dans un contexte stratégique en mutation

→ **Etat des lieux de la gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'ouest, d'un point de vue de la société civile (fait par Ambroise Dakouo)**

Il a retient de son exposé les points suivants :

- Définition de concepts tels que la gouvernance de la sécurité, la gouvernance partagée de la sécurité, la réforme du secteur de la sécurité
- Expériences (pays) du contexte sécuritaire en Afrique de l'ouest développée en deux points à savoir les menaces (banditisme, conflits communautaires, criminalités transnationales, le terrorisme etc.) et les sources (la mal gouvernance, l'intolérance et le refus de la diversité, le radicalisme etc.)

Les expériences des organisations de la société civile en Afrique de l'ouest.

Différents cas ont été brossés notamment du Benin, le Burkina Faso, le Sénégal, la Cote d'Ivoire, le Togo et le Mali.

Le constat général qui sort des différents cas sait que les organisations de la société civile ne sont pas très actifs sur la reformes du secteur de la sécurité. Les plus avancées sont la Cote d'Ivoire et le Mali qui ont connus des crises. Pour les autres pays le processus est en gestation donc constituent des opportunités pour poser le débat et se positionner sur la réforme.

Les Expériences de ARGA sur la gouvernance de la sécurité à l'échelle de l'Afrique de l'ouest

Ces expériences ont été capitalisées à partir d'un certain nombre d'initiatives (les FMA sur la sécurité au Mali et Burkina Faso), les journées annuelles de gouvernance en Afrique (JAGA 2012 : l'Afrique réinvente sa gouvernance). On note enfin les initiatives d'accompagnement de la RSS telles que la gouvernance, sécurité et droits humains au Mali en partenariat avec le NDI et DCAF.

Les défis et enjeux **L'articulation des échelles** (local, national et sous régional) ; **L'inclusivité systémique des OSC** dans le processus de la RSS (lutter véritablement contre les reflexes) ; **Construire une approche systémique de la RSS** (justice, droits humains, religions, etc.) ; **Coordination des diverses stratégies** (UE, UA, USA, CEDEAO, etc.) afin de dégager des stratégies-pays (endogènes).

→ **Reformer le secteur de la sécurité en Afrique de l'ouest : défis et opportunités (fait par le Pr Christophe Kougniazonde)**

Le Pr Christophe a procédé par questionnement pour traiter ce thème objet de sa communication. Pour lui la stratégie de la CEDEAO en matière de réforme et gouvernance du secteur de la sécurité a été dès le départ inspirée d'une philosophie celle de la recherche de la paix en tant que bien commun et partant faire de la sécurité humaine un droit pour les peuples et devoir pour les gouvernants de l'Afrique de l'ouest.

A la question qu'est ce que la Reforme du secteur de la sécurité il dira qu'elle est apparue comme une nécessité partant de deux constats :

- Les forces de défense et de sécurité (FDS) formées pour assurer la protection des personnes et de leur bien sont plutôt dans une logique de retourner leurs armes contre elles.
- la problématique de la gestion des armes, accumulées par les Etats, au sortir de la période de guerre froide. En d'autres termes que faire des armes accumulées et comment réduire la taille des armées.

De ces constats découle la question comment doit se faire la reforme.

Pour lui la reforme doit être axée autour de la sécurité de la personne humaine et partant engager la reforme autour du concept de sécurité humaine qui est un tout. C'est dire également qu'il faut inclure la sécurité de l'Etat dans le panier global de sécurité humaine.

Il s'agit dans le cas de l'Afrique de l'ouest de passer par la gouvernance pour reformer le secteur de la sécurité dans un processus global inclusif et tenant compte de toutes les catégories sociales y compris les groupes « marginalisés ».

En termes de contenu il s'agit de reformer le contrôle démocratique du secteur de la sécurité en revisitant d'une part la question du contrôle parlementaire étant donné qu'elle est en panne du fait que les élus n'ont pas toujours les capacités nécessaire d'un contrôle effectif. D'autre part il s'agit de former les citoyens et susciter à ce qu'ils se constituent en groupes de pression sur les parlements afin qu'ils puissent mieux jouer leur rôle de protection de l'intérêt général. Enfin les Etats doivent concevoir une architecture institutionnelle pour que la question de la reforme et la gouvernance du secteur de la sécurité soit une réalité.

Par ailleurs les principes fondamentaux en matière de RGSS sont l'obligation de rendre compte (donc la reddition de compte), l'analyse et l'identification des systèmes de conflit, des menaces : rebellions, terrorismes etc.

Les défis de la RGSS sont pour lui :

- le non respect des procédures légales

- le prolongement des conflits et des économies de guerre
- l'invasion de l'espace CEDEAO par les entreprises de sécurité dont la taille dépasse certaines armées.

Les opportunités :

- l'éveil de conscience des peuples quant à la prise en main de leur propre responsabilité
- l'émergence du concept de sécurité Humaine qui est entrain de l'emporter sur la conception classique de la sécurité d'Etat
- les rencontres des sociétés civiles africaines telles que notre présence à cette rencontre relative aux partages d'expériences sur la question.

Séquence des questions – réponses :

Les points discutés :

- la place du fusil (la force légitime) en démocratie
- le rôle des organisations de la société civile en matière de RGSS
- Les contradictions en matière de RSS notamment la sécurisation des populations par les ex rebelles

En synthèse on retient

- la force légitime est nécessaire en démocratie car sans armée forte il serait difficile de nous libérer des attaques et des envies. Donc l'armée et la démocratie entretiennent des rapports vertueux car sans développement il n'ya pas d'armée et sans armée il n'ya pas de développement durable. Le fusil dans la RGSS doit être contrôlé par le parlement et le peuple
- faire du rôle de la société civile dans la RSS un rôle de plaidoyer tout en possédant au préalable un niveau important de cohésion, d'organisation et de vision. Cela apparait nécessaire au risque de se faire contrôler soit par des nationaux, soit des étrangers
- les contradictions en matière de RGSS existent et souvent liées à des enjeux géostratégiques (cas du Mali)

2. Session 2 :

Des normes à la pratique : opérationnaliser le rôle de la société civile dans la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité en deux points :

- L'émergence d'un cadre normatif régional en matière de RGSS : Opportunités à saisir pour la société civile.

→ Aperçu des cadres d'orientation & présentation de la *Boîte à Outils pour la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest*.

Elle a été animée par le DCAF à travers la boîte à outils pour la RGSS conçu à la suite de la demande formulée par la CEDEAO.

Cette boîte à outils est un guide pratique en huit volumes conçu pour faciliter la mise en œuvre du cadre normatif régional de la CEDEAO relatif à la réforme et à la gouvernance du secteur de la sécurité en fournissant des conseils et orientations pratiques inspirés de l'expérience régionale et adaptés au contexte ouest-africain. Il est adressé à la CEDEAO et ses États membres (exécutif, Parlement, pouvoir judiciaire, institutions civiles chargées du contrôle du secteur de la sécurité, société civile et médias) avec la contribution d'experts régionaux et financé par la Norvège.

Cette présentation a été suivie d'une séquence de réflexion sur les expériences nationales à la lumière de l'outil 6. L'objectif était d'identifier les défis à l'implication de la société civile et de dégager de nouvelles perspectives d'actions. Les points saillants des discussions se présentent comme suit :

- Engager des actions pour aider les FDS à faire leur mutation de « musée de l'armée coloniale » et celle d'armée au service de l'intérêt général en favorisant le rétablissement de la confiance civile militaire.
- Faire de la société civile un partenaire crédible, qui peut apporter de la plus value dans la RGSS
- Impliquer une masse critique de citoyens pour un processus de RGSS plus abouti
- Se mettre au dessus des considérations OSC formel et informel mais prendre en compte tous ceux qui sont actifs
- Encourager le DCAF à multiplier les formations et les rencontres de sorte qu'on puisse aboutir sur un retour d'expériences des OCS dans un document : « Contribution des OSC à la RGSS »

3. Session 3 : tirer les enseignements des expériences régionales :

Deux communications ont été entendues au cours de cette session comme suit :

- Enseignement du Burkina Faso présentée par Boureima Ouédraogo

On note que l'expérience de ARGA Burkina ne concerne pas que la sécurité mais procède d'une démarche globale qui intègre la réforme du secteur de la sécurité (RSS) comme un enjeu majeur de gouvernance dans le contexte actuel du Burkina Faso et de la sous-région. Plus concrètement il s'agit de la contribution à la transition tout en anticipant sur la question de la GRSS dans un pays qui s'apprête à entamer des réformes profondes.

La démarche de travail fut semblable à celle du Forum Multi Acteur malien pour parvenir à un cahier de proposition.

Les enjeux et défis de la GRSS au Burkina sont :

- la restauration d'une armée républicaine et réunifiée, en passant d'une armée politisée et contrôlant le pouvoir politique à une armée dépolitisée et contrôlée par le pouvoir politique, d'une part et, d'autre part, en créant les conditions d'un assainissement et d'un rétablissement de l'autorité ;
- la définition d'une nouvelle politique sécuritaire structurée autour des enjeux et impliquant la transparence et le contrôle démocratique ;
- la définition d'une nouvelle géographie des forces de défense et de sécurité visant leur reterritorialisation au service de la protection des biens, des personnes, de l'intégrité du territoire national et au service du développement économique et social.

A partir de ces enjeux et défis deux séries de propositions ont été dégagées :

- dépolitiser et restaurer l'unité et la discipline au sein des forces de défense et de sécurité
- réorganiser et adapter la structuration et la géographie des forces armées aux objectifs de développement économique et social et aux menaces sécuritaires internes et externes

→ **Enseignement de la Cote D'Ivoire**

L'exposé a porté sur l'état des lieux de la situation sécuritaire tant pendant la crise que la période post crise ou post électorale. Ainsi la composition et la recomposition des FDS et l'apparition d'autres groupes armés non étatiques (dozos, groupes d'auto défenses et Forces nouvelles) fait ressortir une typologie propre de l'armée en Cote d'Ivoire.

En termes d'enjeux et défis il faut rappeler que juste au lendemain de la période post électorale de 2010 la Cote d'Ivoire a entamé sa RSS et les défis majeurs étaient l'équipement des forces de défense et de sécurité dans un contexte d'embargo sur les armes ; le Désarmement, Démobilisation et Réinsertion des ex-combattants. D'autres défis tels que les pesanteurs de la rébellion sur la cohésion au sein des FRCI et l'ascension fulgurante en grade des ex chefs de la rébellion se posent avec acuité.

En termes d'avancées et de leçons à partager on retient :

- Expérimentation de la police de proximité
- Participation de la société civile à la RSS
- Renforcement des capacités des autorités préfectorales du centre et du nord sur les ALPC,
- Sécurisation communautaire : installation de 13 comités villageois de sécurité communautaire,

- Réforme sectorielle de la Police,
- Réconciliation Police Nationale et Populations à travers un projet d'appui au renforcement du dialogue socio-sécuritaire
- Coopération sud-sud en matière de sécurité : Côte d'Ivoire à l'école Rwandaise

Séquence des discussions :

Les points saillants de cette séquence sont :

- Le débat contradictoire dans nos pays sur la question de l'avancement soit dans l'armée ou dans l'administration ; le droit de citoyen militaire (briguer un post électif)
- Les lendemains des crises sont des opportunités en termes d'activisme citoyen pour pousser les autorités vers la RSS
- La nécessité pour les OSC de mettre en place des dispositifs d'alerte précoces
- L'expérience de la police de proximité qui est une niche à exploiter

VII. Bilan Jour 2 : identifier des pistes d'action, apprendre de l'expérience

Cette deuxième journée a été introduite par la représentante de la DCAF sur la gestion des connaissances et acquis de l'expérience : cela passe par la capitalisation des bonnes pratiques, des éléments concrets, des expériences essayées avec du succès. Cette introduction a fait suite à une table ronde.

1. Table ronde : tirer les enseignements de l'expérience régionale

Une série de communication sur les expériences ont été entendues comme suit :

Benin :

- Menaces émergentes tel que le terrorisme avec Boko Haram et le banditisme transfrontalier
- L'armée toujours cloisonnée et non ouverte aux discussions civile militaire
- Des actions concrètes sont en cours mais pas très visible pour rassurer les populations
- L'efficacité de l'appui des chasseurs traditionnels « Dambaga » dans la co délivrance de la sécurité.

Les avancées en matière de mesures sécuritaires au Benin :

- L'opération « Djakpata » pour la lutte contre le banditisme et la criminalité
- L'opération mixte « fire for fire » avec le Nigeria pour traquer les bandits aux frontières
- Le système d'alerte précoce animé par Wanep Benin

Togo :

- Au regard des menaces émergentes l'Etat togolais est dans la perspective d'une refondation de l'armée pour plus de sécurité
- Cette refondation est en décalage avec les principes de la RSS et en conséquence avec les OSC.
- Néanmoins on note l'instauration de la police de proximité qui aura un rôle préventif et la mise en place des lignes verte d'alerte.

Sénégal :

- Le Sénégal n'est pas encore engagé de RSS
- Mais l'expérience des Ocs en Casamance est un début prometteur en termes de résolutions de conflits communautaire, de banditismes, et de mise en place des systèmes d'alerte précoces. On note également une forte implication des Osc féminines dans la recherche de paix en Casamance.
- Ces actions ont amenées l'Etat à rentrer dans la dynamique à travers la création de l'Agence d'Assistance à la Sécurité de Proximité et du Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité(CHEDS) à l'UCAD.

Cote d'Ivoire :

- On retient depuis les tous premiers exposés que la Cote d' Ivoire a beaucoup avancé en matière de RSS. Cependant elle enregistre de lenteurs dans le DDR. Les défis en CI se situent sur la question de l'ethnicité de l'armée

Séquence discussions

Les points discutés :

- Le concept du terrorisme
- Les opportunités d'activismes sur la GRSS à saisir au niveau de certaines actions gouvernementales (les conférences nationales etc.)
- La question des chasseurs traditionnels dans la délivrance de la sécurité
- La question des compagnies privées de sécurité

De ces points discutés on retient :

- Le terrorisme est une sorte de violence organisée contre un groupe, des édifices publique avec pour objectif d'attirer l'attention des masses media et frapper la conscience collective; résultat d'une concertation, d'étude avec projection de résultat, définition de cibles et de lieu d'actions. En tant que tel cela concourt à un projet politique à base religieux pour contrôle des espaces, des hommes et des richesses
- Sur la question des chasseurs traditionnels (utilisant des pratiques occultes locales telles que la sorcellerie) démontre du fait que dans la RSS personne ne doit être en marge. Il s'agit de mieux les étudier et savoir et dans quel sens on les mobilise

- Dépolitiser les armées pour accélérer les processus de RGSS
- Encadrer de façon conséquente la prolifération des agences privées de sécurité en Afrique qui deviennent de plus en plus des armées parallèles et par conséquent sources d'insécurité.
- Les expériences pays à partager : l'opportunité de la conférence nationale au Benin qui a permis à la société civile pour poser le débat de la RGSS ; l'expérience de la police de proximité au Togo qui pourrait être mis en parallèles avec la police territoriale que le Mali s'apprête à expérimenter.
- Diversifier les pistes de collaboration civile-militaire et explorer celle de l'information qui est capitale

2. Session final : agir dès l'entame du processus : le cas du Mali

- Réflexion sur les expériences en cours au Mali : ARGA - Mali, IMRAP, Cadre de concertation des droits de l'homme.

Les présentations faites montrent que :

- ARGA est dans le débat, la recherche - réflexion et gestion des connaissances sur la RGSS
- IMRAP la recherche -action sur les obstacles à la paix et le rapprochement FDS - civiles
- Le cadre est dans la documentation sur les questions de violation des droits de l'homme

Toutes ces expériences démontrent que les acteurs de la société civile devraient se spécialiser sur un secteur. Mais également se concerter et se compléter pour une réforme effective du secteur de la sécurité.

VIII. Cérémonie de clôture :

Les mots de clôtures ont été prononcés par monsieur Sidiki Abdoul Daff représentant du président de ARGA empêché. Ce dernier a remercié chacun des pays contributeurs de ARGA pour la qualité des documents. Pour lui nous sommes installés dans des fragilités dans nos différents pays et l'un des facteurs de celles-ci demeure les FDS

En dehors du réseau, ARGA est également un espace de dialogue et de ce fait nous devons relier les initiatives entre les pays dont la GRSS peut aller loin (Cote D'ivoire, Mali, BF) et ceux dont elle est à venir. Les OSC ce n'est pas la prise de décision mais plutôt à l'influencer sur les décisions et malgré la diversité des expériences Ilya beaucoup de similitudes. La diversité devient un problème s'il n'aya pas d'espaces dialogue et ARGA trouve les moyens de mettre ensemble des acteurs et les initiatives.

Quant a Ambroise et Ornella présents sur le présidium ont dans leur prise de parole remercié l'ensemble des participants pour les efforts de contribution et souhaiter un bon retour pour ceux venus d'autres pays.

IX. Liste des participants

N°	Nom et Prénoms	Organisation/ Structure	Téléphone	Email
1	Maichata Coulibaly	ARGA-MALI	66 76 40 73	queenbambara@gmail.com
2	Diallo Aboubacar	ARGA-MALI	76 20 54 53	Bouba1549@gmail.com
3	Idrissa Soiba Traoré	ARGA-MALI	76 30 54 42	idrisoiba@yahoo.fr
4	Aimé Rodrigue Dembélé	ORFED-MALI	76 26 98 79	samurodrigue@yahoo.fr
5	Mohamed AG Ossade	TNMAST	66 78 26 53	ecatumast@yahoo.fr
6	KawèléTogola	ARGA-MALI	76 32 09 31	kaweletogola@yahoo.fr
7	Salif Traoré	ARGA-MALI	76 46 47 47 62 13 27 06	Straore_09@yahoo.fr
8	Ombi Jean Paul	Misahel(UA)	74 41 37 35	Jypee01@yahoo.fr
9	Ambroise Dakouo	ARGA-MALI	76 01 70 20	Ambroise.dack@gmail.com
10	Yaya Alpha Diallo	CNDH-MALI	76 46 64 88 96 21 51 50	rpjppdesc@yahoo.fr adayneopaper@gmail.com
11	Diakalia Ouattara	ARGA-Cote d'Ivoire	(00225) 07 08 95 23	diakamad@yahoo.fr
12	Michaele Pépé	Fondation SERENTI- Cote d'Ivoire	(00225) 07 55 88 43	mikpep@yahoo.fr
13	Oumar Harouna	FENACOF-MALI	75 35 39 70 /20	Fenacofmali1208@yahoo.fr

			20 12 71	
14	Dr Martin Amalaman	ARGA-Cote d'Ivoire	(00225) 07 54 99 44	martialmalaman@yahoo.fr
15	Dramane Yacouba Diallo	ACORD-MALI	75 11 58 70	Dramane.diallo@acordinternational.org
16	Salihou Alassane Maiga	CONASCIPAL	61 44 27 27 72 65 42 12	salihoumaiga@yahoo.fr
17	InamoudIbnyYattara	Complexe Infoplus	66 78 55 54 77 09 44 04	infoplusmali@yahoo.fr
18	Maitre Dicko Aminata Traoré	REFMAP-MALI	66 73 85 01/ 78 39 86 52	manorivermali@yahoo.fr
19	BayorKouboura	CNSC TOGO	(00228) 90 13 24 23	cnstogo@yahoo.fr kbayor@yahoo.fr
20	KambireY.Alice	WANEP-BURKINA	(00226) 70 45 58 32	akambire@wanap.or
21	BokoSandrienne	ARGA-Benin	(00229) 97 57 99 27	bokosandy@gmail.com
22	Ehoumi Guy Constant	ARGA-BENIN	(00229) 97 64 61 05	ehoumig@yahoo.fr
23	Abdoul Wahab Cissé	ARGA-Régionale SENEGAL	(00221) 77 80 24 644	wahab@afrique-gouvernance.net
24	SidikiDaff	ARGA-Régional SENEGAL	(00221) 77 45 00 628	sidikidaff@afrique-gouvernance.net
25	Lisa Bostrom	DCAF	+41 22 730 91 11	l.bostrom@dcaf.ch
26	Doumbia Seydou	ARGA-MALI/ASF-	76 41 12 89	Adoumbia9@gmail.com

		MALI		
27	Boubacar BA	JURIAT	74 18 45 81	Baboubacar88@yahoo.fr
28	AmbagaTembely	CNJ	79 07 44 55	amagatembely@yahoo.fr
29	Sidi Ali Ould Bugne	Plate forme des Jeunes Leaders	66 76 06 62	Sidiben2004@yahoo.fr
30	Adama Traoré	EUCAP-SAHEL MALI	94 96 09 16	Adama.traore@eucap- sahelmali.eu
31	Sidi Kada	Forum des OSC MALI	76 06 46 79	kiridasidiumaru@gmail.com
32	Assibit AG Akado	FOSC	66 11 67 57	sbeytiakado@yahoo.fr
33	Zoumana Fané	IMRAP	72 56 15 91/63 16 20 56	zoumana@imrap-mali.org
34	Kepomey Koffi Dela	CNSC-TOGO	90 19 20 40	kepomey@gmail.com cnsctogo@yahoo.fr
35	Moussa A. Sanago	ARGA-MALI	73 24 25 60	Sanogo012moussa@gmail.com
36	Aly Tounkara	ARGA-MALI	73 24 25 60	Atounkara2002@gmail.com
37	Ibrahim Traoré	Wanep/ personne ressource	65 72 70 60	ibatraore@hotmail.fr
38	Badié Hima	NDI	73 97 17 33	bhima@ndi.org
39	DiabyMariatou	ACORD-MALI	66 74 01 70	Mariatou.diaby@acordinternati onal.org
40	Oumou Touré	CAFO	73 25 43 15	Toda5984@yahoo.fr
41	CountelKanne	FES	66 74 08 70	kanne@fes-mali.org
42	G Ibrahima Diallo	CNRSS	66 75 14 74	Babagale51@yahoo.fr
43	Kougniazonde C.C	ABBAP/BENIN	(00229) 95 85 51	ckougniaz@gmail.com

		WANSED	66	rpjppolese@yahoo.fr
44	BourehimaOuedraogo	ARGA-BURKINA	(00226) 70 74 90 38	bensalaho@yahoo.fr
45	Dicko Aminata Traoré	REFMAP-MALI	66 73 85 01	manorivemali@yahoo.fr
46	Enrico Castello	EUCAP SAHEL MALI	75 99 94 54	Enrico.castello@eucap-sahel.mali.eu
47	Daniel De Torres	DCAF	+41 22 790 9515	d.detorres@dcaf.ch
48	Ousmane SY	ARGA-MALI	66 20 73 73	osy@cepia.org
49	Ornella Moderan	DCAF	+41 79 565 70 98	o.moderan@dcaf.ch